

LE COMBAT SOCIAL

ORGANE D'ACTION DIRECTE

12-14, Rue Joseph Stevens, 12-14 — BRUXELLES

PARAIT CHAQUE MARDI

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à CHARLES TROUPIN.

TELEPHONE 5150

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Un an fr. 5.00
Six mois 3.00
Trois mois 2.00

COMITE DE REDACTION :

H. DE MOOR, avocat ; G. SCHMICK-RATH, typographe ; G. TROUPIN, homme de lettres ; G. THONAR, publiciste ; J. VANDERSCHRIK, maçon.

Chaque collaborateur est personnellement responsable de ses articles.

Il sera rendu compte de tout ouvrage dont deux exemplaires nous parviendront.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction à GEORGES THONAR.

TELEPHONE 6049

NOTRE PROGRAMME

En faisant paraître notre premier numéro, il nous paraît utile de dire en quelques mots ce que nous sommes, pourqu'on nous paraisse et ce que nous comptons faire.

CE QUE NOUS SOMMES

Avant tout, nous sommes des gens épris de justice et de liberté, profondément révoltés par les iniquités sociales que nous constatons autour de nous. La classe ouvrière, croupit dans une situation misérable qui ne peut perdurer. Le travailleur est méprisé, il vit dans le dénuement, l'incertitude du lendemain et sa vie reste un long calvaire ; les bas salaires et les chômages en ont fait une victime qui ne connaît de la vie que ce qu'elle a de particulièrement atroce : l'ignorance et la misère.

Il semble qu'on ne s'étonne plus des injustices les plus criantes : les magasins regorgent de produits tandis que les objets de première nécessité manquent au logis du travailleur, pendant que l'anémie et la tuberculose s'installent à son foyer.

Il y aurait un réquisitoire interminable à dresser contre l'état de choses actuel. Nous ne le ferons pas ici, nous le rappelons simplement pour faire remarquer combien il est urgent que cela change.

Evidemment les individus ne sont que relativement responsables de cette situation. Ce qui vicie les relations entre individus et détermine le malaise social, c'est le capitalisme et son corollaire le salariat. Le salariat est le pivot de la société capitaliste, c'est lui qui détermine les institutions bourgeoises dont nous avons tant à souffrir et c'est lui qu'il faut supprimer si l'on veut abolir la douleur universelle.

Il ne faut donc pas borner notre action à la conquête de ces réformes dont toute l'efficacité est dans l'apparence. A des causes profondes, il faut des remèdes profonds. Nous sommes conscients de la nécessité de transformer d'une manière complète le système social actuel, nous sommes donc des socialistes dans le sens intégral du mot.

En second lieu, l'expérience nous enseigne que cette transformation ne peut pas s'opérer par l'intervention des méthodes de paix sociale, d'entente entre le capital et le travail, de collaboration parlementaire. Le procès de l'action parlementaire n'est plus à faire auprès des socialistes conscients, on sait trop combien elle est stérile au point de vue des résultats que la classe ouvrière peut en attendre. Ce qu'elle produit de plus clair, c'est d'émasculer le prolétariat, de lui faire perdre son énergie, sa foi en lui-même, et — surtout par le développement effréné d'une cartellite aigüe — de lui faire perdre sa conscience de classe. Partout, la classe ouvrière en revient à la pression énergétique, à l'action directe sans personnes interposées, à la politique du poing fermé. Nous sommes donc des révolutionnaires.

Pour accomplir cette besogne dans de bonnes conditions et pour en obtenir un maximum de résultats, nous savons qu'il est indispensable que les prolétaires soient groupés, qu'ils unissent leurs efforts. Et comme un mode de groupement s'offre tout naturellement à eux pour maintenir le combat sur son véritable terrain, celui de la lutte de classes, et que ce groupement c'est le syndicat, nous sommes syndicalistes.

Le syndicat, d'ailleurs, n'est-il pas la véritable école où les travailleurs apprennent à connaître leur véritable ennemi ; ceux-ci

placés sur le terrain exclusivement économique ne tardent pas à se rendre compte que la religion, l'armée, la magistrature ne sont que des outils que le capitalisme emploie pour maintenir les exploités en servitude ; leurs yeux se désillent fatalement et, si ignorants soient-ils, ils sont automatiquement amenés à cette conclusion que leur ennemi, c'est leur maître.

Mais démolir ne suffit pas : il faut se préparer à reconstruire. A la Société capitaliste, autoritaire et égoïste, il faudra substituer une société imprégnée de liberté et d'altruisme. D'autre part, quelle que soit l'imprécision du plan que nous ébauchions dans le présent, un idéal nous est nécessaire pour nous conserver au cœur l'enthousiasme sans lequel il n'est point de désintéressement, de dévouement, d'abnégation, de dévouement, d'abnégation et d'élan. Cet idéal ne pouvant être conçu que comme une organisation sociale assurant à chacun la satisfaction de ses besoins et ne lui demandant d'œuvrer que suivant ses forces et ses facultés : nous sommes des libertaires.

POURQUOI NOUS PARISSONS

Parce que les idées que nous venons d'émettre ci-dessus ont besoin d'être semées à tout vent ; parce qu'il faut un organe pour cela et que cet organe n'existait pas encore en Belgique. C'est l'expression même de la vérité que de dire qu'il n'existait pas en notre pays un organe énergique et indépendant. Tous sont affiliés à des partis politiques qui ont bien plus le souci de gagner des électeurs, de conquérir des sièges parlementaires, que de clamer la vérité ou de défendre cette vérité. La vérité est bien le cadet de leur souci, et quiconque a eu une cause juste à défendre et a cherché à la faire connaître par voie de presse, sait que toutes les rédactions sont fermées à celui qui ne peut faire agir une protection suffisante. La presse, comme les autres institutions est gangrenée par l'argent : la plupart des journalistes ne sont plus — à contre-cœur peut-être — que les thuriféraires des entreprises capitalistes.

Il fallait donc un organe nouveau, sans fil à la patte d'aucune sorte, pour faire ressonner aux oreilles de la classe ouvrière le clairon révolutionnaire, et susceptible d'attirer sans relâche son attention sur la situation atroce qui lui est faite ; pour maintenir le prolétariat en haleine et le dresser devant chaque iniquité ; pour le mettre en garde contre les voies tortueuses dans lesquelles on cherche à l'entraîner ; pour lui rappeler la part qui lui incombe dans le développement du mouvement Socialiste International. En France nous connaissons la Guerre Sociale, la Bataille Syndicaliste, les Temps Nouveaux, mais ici nous n'avons rien de semblable. Nous nous efforcerons de nous inspirer de la tactique de ces journaux, tactique dont l'excellence n'est plus à démontrer, et qu'il suffit de mettre en rapport avec le milieu dans lequel nous vivons. Enfin, il est encore une considération qui ne manque pas d'importance, c'est qu'il était urgent qu'une voix claire et nette se fît entendre au milieu des clameurs électorales, pour rappeler au prolétariat que son émancipation doit être son œuvre à lui-même, qu'il ne doit pas tolérer qu'elle soit entravée par des considérations parlementaires, et qu'il doit bien prendre garde de ne pas vendre son droit d'aînesse contre un misérable plat de lentilles.

CE QUE NOUS COMPTONS FAIRE

Nous apporterons un concours désintéressé aux travailleurs organisés ou qui cherchent à s'organiser pour lutter contre le patronat. Les syndicats et les syndicalistes trouveront en notre journal un organe toujours prêt à les seconder dans leur besogne, à montrer à la classe ouvrière l'attitude qu'elle doit avoir sur tous les terrains et notamment sur le terrain économique.

Nous comptons également ne pas épargner nos efforts pour propager les idées de liberté et d'altruisme de nature à relever le niveau moral de nos contemporains, et à leur inculquer un idéal qui fera d'eux autre chose que des envieux ou des satisfaits.

Disons, pour terminer, que sans ménagement aucun nous combattrons les institutions sociales actuelles et les individus qui les défendent. Nous frapperons à four de bras sur les exploités de tout acabit. Sur les capitalistes sans scrupule qui édifient leur fortune sur le travail et la souffrance de leurs exploités ; sur les mauvais bergers qui se servent de ce travail et de cette souffrance comme d'un marche-pied à leur ambition et à leur esprit de lucre. Aux uns et aux autres nous administrerons énergiquement des coups de fouet, en attendant que les temps soient révolus de l'été bas tout l'édifice.

Et maintenant que nous avons en quelques mots exposé ce que nous espérons faire, nous faisons un pressant appel aux hommes de bonne volonté et de conscience claire pour qu'ils viennent nous seconder.

Libres de toute compromission, indépendants de tout parti, ne connaissant ni coterie, ni chapelle, ni personnalité, nous nous lançons dans la mêlée.

Le Combat Social.

P.-S. — Le *Combat Social* continue l'œuvre entreprise par la *Réforme Sociale*, organe révolutionnaire publié par des camarades bruxellois qui, à la suite de circonstances indépendantes de leur volonté ne purent publier qu'un numéro.

Nous espérons que les bonnes volontés qui s'étaient groupées autour de la *Réforme Sociale* ne feront pas défaut à son continuateur, le *Combat Social*.

Coup de Sifflet

AVIS IMPORTANT

Nous portons à la connaissance de ceux de nos lecteurs qui ont des enfants communiants cette année, qu'il est de leur intérêt et de celui du Parti de ne faire aucun achat avant d'avoir été consultés les étalages de la Maison du Peuple de Bruxelles. Ils y trouveront un choix incomparable de complets, chapeaux, bottines de première communion ; en un mot, de tous les objets indispensables aux enfants — et même aux parents — pour célébrer dignement cette pieuse et imposante cérémonie.

Nous croyons inutile d'insister sur le devoir qui s'impose à tout travailleur conscient de donner la préférence, pour ses achats, aux coopératives du Parti. Il travaille ainsi directement à son émancipation non seulement matérielle, mais même morale et intellectuelle.

D'autre part, si certaines transformations ont empêché la coopérative de se procurer en temps utile les livres de messe, chapelets et objets de piété complémentaires, nous pouvons assurer nos lecteurs que cette lacune sera comblée pour l'an prochain. Il serait même question de traiter directement avec Lourdes pour recevoir l'eau bénite en fûts — le ministre a promis de ne prélever aucun droit de douane. On pourrait la débiter au litre et faire ainsi une victorieuse concurrence aux boutiques cléricales qui, grâce à des recommandations jésuitiques, parviennent à obtenir l'eau bénite au prix de fabrique.

Ajoutons que pour éviter des conflits entre mannequins, le conseil d'administration a fait soigneusement réléguer au troisième étage les costumes pour communion laïque. Les quelques compagnons qui, par hasard, en désireraient, sont priés d'entrer

par la petite porte et de ne pas utiliser l'ascenseur.

LAZARE.

N. D. L. R. — Nous tenons à faire remarquer que l'annonce ci-dessus n'est pas payée. Nous l'insérons à titre absolument gracieux.

Garde à nous !

Les badauds ont, en ce moment, ration double : les journaux les servent à ligneux-veux-tu.

Il y a, d'abord, les grandes tueries. Vous savez que, depuis des mois, les soldats du tzar accumulent des forfaits en Perse, notamment à Tabriz : ils exterminent toute une population qui gêne les financiers moscovites et leurs projets de « civilisation » ; de même, les soldats du roi d'Italie ravagent la Tripolitaine, canonnent les villes, égorgent hommes, femmes, enfants, et ont des aérosophes spéciaux pour dynamiter les indigènes. Vous savez qu'en Russie, en Argentine, et ailleurs, les ouvriers... Mais ce n'est pas cela qui met à l'envers les « honnêtes gens ».

Les « honnêtes gens » qui lisent les gazettes à grand tirage, vont au cinéma mélodramatique et dévorent les feuilletons policiers, ignorent ce qui se passe en Perse, en Russie, etc. ; cela n'est pas palpitant. Ce qu'ils savent, ces ignorants, c'est que cinq ou six apaches parisiens ont réussi deux « coups » audacieux. Aussi, les « honnêtes gens » tremblent et réclament une répression sévère. Remarquez qu'en même temps les réacs de tout poil vitupèrent contre la République et réclament un régime despotique.

Entend-on dire du mal de la France, depuis lors ! Il n'y a que là que ces choses se voient ! C'est la faute à Voltaire — ou à Hervé. Tout doux ! La papale Italie est le pays classique du brigandage, et, sous les rois et empereurs, les attentats à main armée étaient quotidiens sur toutes les routes de France, sans en exclure celle de Mongeron où fut culbuté le fameux courrier de Lyon...

Toujours est-il que le bourgeois, de toutes dimensions et extraction, est verdâtre et ne sait où fourrer son magot, craignant le brigandage financier et le banditisme apache. Peu important aux « honnêtes gens » les massacres, les guerres, les pogromes... Une tuerie les laisse froids quand elle a pour théâtre quelque terre lointaine ; mais un cambriolage meurtrier les bouleverse quand il a lieu dans leur pays, dans leur ville, et qu'ils sentent du danger. Alors, l'événement devient sensationnel, épouvantable et digne d'occuper le monde entier ; alors, on approuve toutes mesures, y compris les crédits budgétaires, destinés à rétablir la sécurité publique. Les policiers ont beau démontrer leur impuissance et leur impéritie, on renforce leur contingent, on leur donne des automobiles... Bravo ! Tout est bien !

Faites, froussards ! Le spectacle nous amuse.

Seulement, le mot « anarchiste » a été prononcé. Car l'étiquette appartient à qui la veut prendre et, dans des locaux comme l'*Ideé libre*, on n'exige, à l'entrée, ni pièce d'identité ni certificat de bonne vie et mœurs. Or, les réacs, toujours à l'affût d'une occasion pour tomber sur les révolutionnaires, s'emparent de celle-là et préparent de nouvelles ignominies.

Dès lors, on commence à comprendre le bruit extraordinaire fait autour de ces « faits divers » et l'effroi répandu dans le public ignare et badaud. Carouy, Garnier, Bonnot et les autres, cinq ou six bandits, sur 45 millions de Français ni plus ni moins sanguinaires que les autres hommes, c'est peu de chose ; finalement, on les pincera ou ils se feront tuer. Mais ceux qu'on vise, c'est nous, c'est la Révolution grondante.

Le programme de la réaction comporte deux parties. En regard des scélératesses que l'on va se permettre à l'endroit des ré-

volutionnaires, grâce à la frousse, il y a les parades patriotardes comme le rétablissement des défilés militaires, musique en tête, et la souscription pour « assurer à la France la maîtrise de l'air ».

Ce qui rassure, c'est le fiaco de cette fameuse souscription.

Le bourgeois français, comme tout autre, admet qu'on traque les révolutionnaires parce qu'une demi-douzaine d'apaches a attaqué deux banques, descendu trois employés et saisi une poignée d'argent. Les « honnêtes gens », citadins et contadins, approuvent tous que, des deniers publics, on entretienne l'armée, la marine, la police, etc. Mais quand on lui demande l'argent nécessaire à ces destinations, il fait la mine, lui le bourgeois ! Si c'est par l'impôt qu'on le tape, il peste, réclame et s'exécute seulement par peur des contraintes ; si c'est à sa générosité qu'on s'adresse, il fait la sourde oreille et se dérobe.

Cela me rappelle une scène de revue, jouée à l'époque de la guerre contre les Boers. Toute une foule acclamait les « héros transvaaliens » et conspuait Albion. A ce moment, un collecteur apparaissait, présentant une minuscule sébille en faveur des enfants boers — et la scène était vidée en deux secondes...

Les chiffres sont là, écrasants. Les trois journaux gouvernementaux les plus répandus font un appel vibrant à leurs millions de lecteurs pour que, dans un mouvement de patriotisme, ils s'inscrivent sur la liste et dotent le pays d'une « flotte aérienne ». Les autres gazettes, à leur tour, battent la grosse caisse. Et l'argent vient : à deux sous par Français pauvre, cela ferait déjà des millions ! Mais la France est le pays le plus riche du monde ; Paris, à qui l'appel s'adresse spécialement, est un centre où l'or abonde, où résident les familles les plus riches, la noblesse la plus fastueuse, et qui a 3 millions d'habitants. Le commerce annuel de la France se chiffre par une douzaine de milliards de francs ; sa réserve d'or est la plus forte de toutes celles de tous les Etats. En 1870, l'indemnité de guerre de 5 milliards fut recueillie en quelques mois. Voici des semaines que le *Matin*, le *Journal*, le *Petit Parisien*, etc., par des articles et des gravures, font appel aux patriotes pour l'achat d'aérosophes. C'est, dit-on, un réveil de l'esprit cocardier et nationaliste ! Hourra ! Bravo ! *Marseillaise* !

Eh bien, tout cela se traduit par un peu plus de deux millions de francs, sans plus, en y comptant l'apport de l'étranger (rien qu'à Bruxelles, on a organisé deux représentations théâtrales au profit de l'aviation militaire française). Voilà, je pense, ce qu'on appelle un four noir ! Nos voisins ne « marchent » pas. Les riches conservateurs, les gras militaristes, les commerçants, rentiers, propriétaires, etc., ne « crachent » rien ; ils laissent faire quelques « poires » enfiévrés par la phraséologie patriotarde. Deux millions et demi, voilà le total qu'on atteindra peut-être ! Moins d'argent donné pour « la suprématie de la France dans les airs » que la ville de Paris n'en a dépensé pour réparer les dégâts des récentes inondations... Moins d'argent pour les aéro que pour n'importe quel petit chemin de fer d'intérêt local ! Le four, vous dis-je.

Mais bonne aubaine tout de même pour les constructeurs de machines volantes. L'armée en aura cent cinquante ; à la prochaine guerre, elles feront une jolie pluie de bombes sur les villes et de superbes bouillies de chair humaine ! Mais chut ! Admirez ! Cela, c'est sacré ; c'est pour la patrie !

Ne parlons pas non plus des malheureux que, tous les jours, broient et déchiquettent les machines industrielles. Admirons encore ! C'est le progrès, ce sont « les affaires » ! Au diable les agriculteurs persans qu'on étripe, les nomades berbères qu'on égorge ! Admirons toujours ! C'est la civilisation ! Quant aux ouvriers russes et aux socialistes argentins qu'on torture, quant aux grévistes français qu'on fusille à Levallois-Perret, silence ! Admirons les Mille-rands !

Mais les trois vagues humanités éliminées par de vagues brutes, voilà qui est palpitant ! Pleurons sur le chauffeur, sur le caissier de banque et sur son commis !... Des milliers de Français qui lutent pour instaurer la Justice et la Liberté, ne soufflons mot, si ce n'est pour les assimiler aux pires criminels, et donnons aux flics le droit de tirer dans le tas !

Voilà ce que pense le bourgeois, suggestionné par la presse capitaliste. Et, d'avance,

toutes les infâmies policières sont possibles.

Donc, garde à nous !

MAX BORGUEIL.

P. S. — Découpé dans le *Moniteur du Commerce* (28 courant) :

« M. Fels, fabricant de savon, à Chicago, l'un des hommes les plus riches des Etats-Unis, a déclaré l'autre jour, dans une réunion philanthropique :

« Je suis un voleur, je l'avoue. Je vole le public, mais cela est inévitable dans les conditions commerciales actuelles du monde : si je ne vole pas, mon voisin s'en mèlera et c'est moi qui serai volé. »

M. Fels a été vigoureusement applaudi ; il ignore évidemment la beauté du remords..

Il vole parce qu'il ne peut pas faire autrement ; et il estime qu'un homme qui fait ce qu'il est obligé de faire, fait tout ce qu'il doit. Théorie commode... »

Ce M. Fels est le type représentatif de cette classe des « honnêtes gens » dont il est question ci-dessus. — M. B.

qu'ils sont appelés à mener demain contre les requins des charbonnages de Belgique.

CHEZ LES VERRIERS BELGES.

La presse socialiste quotidienne, plus préoccupée des élections législatives que du mouvement économique du monde du travail, garde le silence sur l'activité de la Fédération des Verriers du Verre de Belgique.

Un mouvement sérieux se produit pourtant parmi la « viande à feu ». C'est ainsi que les verriers de Manage après ceux de Boussu, se lèvent contre les prétentions patronales.

Nous nous permettons également d'attirer l'attention de nos camarades sur l'œuvre des verriers de Morialmé.

Après une lutte de plus de onze mois, vaincus par les trahisons d'une vingtaine de renards, nos amis, qui s'étaient mis en grève pour protester contre le renvoi arbitraire d'un des leurs, résolurent de ne pas rentrer à l'usine patronale où leur dignité était foulée aux pieds par quelques surveillants et gardes-chiourme.

L'idée de la fondation d'une verrerie ouvrière fut envisagée. Courageusement, les militants du syndicat se mirent en campagne pour trouver les fonds nécessaires. Aidés par leurs camarades des autres verreries qui tous, et largement, firent leur devoir de solidarité, ils ont vu leurs efforts couronnés de succès.

La verrerie ouvrière est debout, elle se dresse face à la verrerie patronale. Le premier four sera inauguré le 1er mai prochain. Les travailleurs du verre préparent pour ce jour une grandiose manifestation.

Ceux de notre qui voudraient et pourraient aider les verriers de Morialmé dans leur besogne d'émancipation sont invités à s'adresser, pour tous renseignements, au camarade Léon Gris, secrétaire fédéral, rue St-Nicolas, Namur.

En terminant, disons que les verriers nous prouvent une fois de plus que la classe ouvrière de Belgique est capable de faire des actes autrement intéressants que ceux de vulgaires machines à voter et à cotiser.

Et ces actes-là nous sont un encouragement précieux pour le combat que nous menons.

ASSOCIATION TYPOGRAPHIQUE BELGE.

— Les fédérés sont priés de ne pas se rendre dans les régions de Liège et Verviers où il y a chômage prononcé par suite de grève.

L'ŒUVRE DE LA PRESSE RÉVOLUTIONNAIRE

Les curés distribuent « Croix » et journaux bien pensants (?).

Les royalistes envoient gratuitement des journaux gouvernementaux.

Révolutionnaires, imitons nos ennemis !

L'Œuvre de la Presse Révolutionnaire fera gratuitement le service du « Combat social » aux camarades qui ne peuvent acheter des journaux, et à ceux qui sont actuellement au régiment; ces derniers n'ont qu'à nous donner l'adresse d'un ami où ils pourront prendre leurs journaux.

Camarades, répandez partout nos feuilles qui

Chronique syndicale

APPEL AUX OUVRIERS MAÇONS.

Les patrons refusent de nous accorder des augmentations, ils s'opposent à ce que nous fassions partie d'un syndicat socialiste, ils nous défendent de faire de la propagande sur les chantiers, il est vrai, que cette interdiction est levée, lorsqu'il s'agit d'un organe de domestiqués et de supplanteurs, organe soutenu par les patrons eux-mêmes.

C'est grâce à cette attitude que nos exploiters se font de grosses fortunes à nos dépens. Et nous, les ouvriers qui produisons leurs richesses, en bâtissant des châteaux et des palais, il ne nous reste qu'à trimer notre vie durant, qu'à risquer notre existence sur des échafaudages, installés avec de mauvais matériaux. Plus tard, après une longue vie de travail et d'esclavage, lorsque nous sommes trop vieux, pour rendre au patronat les bénéfices qu'il attend de nous, on nous met à la porte et on nous remplace par des jeunes gens qui auront à gravir, le même calvaire. Pour terminer notre vieillesse, il ne nous reste plus qu'à aller mendier de porte en porte, afin d'obtenir un croûton de pain.

Vous savez, camarade, que ce que je vous dis là est l'expression même de la vérité. Vous savez qu'aucune loi, ne nous protège contre la rapacité de nos patrons, nous ne devons compter que sur nous-même, qu'attendez-vous donc pour rentrer au syndicat ?

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que cette pensée vous dicte votre conduite et que, dès aujourd'hui, vous entriez dans votre organisation.

J. VANDERSCHRIK.

ENTREPRENEUR ET CLIENT.

Il y a quelques jours, je fus renvoyé de mon travail pour avoir fait de la propagande syndicale. En passant à la caisse, pour toucher mon salaire, je m'y rencontrais avec un Monsieur, qui s'y présentait tenant à la main, une facture que l'entrepreneur lui avait fait parvenir.

Ohé ! Monsieur, disait le client furieux, que me réclamez-vous là ? Vous me demandez 70 centimes par heure pour l'ouvrier maçon et 50 centimes pour le manœuvre. C'est exagéré. Ce petit gamin a mis 3 heures pour aller chercher une brouette de sable. A 50 centimes de l'heure cela me fait 1 fr. 50 rien que pour le transport.

L'entrepreneur, embarrassé par ma présence, ne savait quoi répondre. Peut-être aurait-il déclaré qu'il payait le salaire établi par le syndicat, c'est-à-dire 60 centimes pour les maçons et 45 centimes pour les manœuvres, mais comme son affirmation eût été trop en contradiction avec la vérité, et que j'étais là pour le lui faire remarquer, il se tint coi.

Car, il faut vous le dire camarade, ce grand entrepreneur, est loin de payer un salaire convenable. Jugez-en : il paye, 1^{re} catégorie, au chef, 50 centimes; 2^e catégorie, aux bons maçons, 0.47 ; 3^e catégorie, 0.45 aux maçons qui vont faire les réparations à journée et presque tous, font ce travail, surtout à Schaerbeek.

Cette constatation doit engager, tous les travailleurs à entrer au syndicat, car celui-ci mène le bon combat, pour obtenir des augmentations de salaire. Deux fois en 4 ans, le syndicat a fait des tentatives de ce genre. La première fois, une trentaine de patrons sur les trois ou quatre cents qui habitent l'agglomération bruxelloise ont accordé une légère augmentation ; la deuxième fois ils se sont bornés à nous répondre qu'ils n'attendaient pas nos demandes pour mettre nos salaires en rapport avec la situation, et qu'ils continueraient de même à l'avenir.

C'est absolument inexact ; ces Messieurs ont amélioré leur situation et non la nôtre, puisque depuis quatre ans, ils ont augmenté leurs prix aux clients à deux reprises de 10 centimes par heure, la première fois, et de 5 à 10 centimes la seconde fois.

Il est inutile d'insister. Pour contraindre ces

Messieurs, à nous payer un salaire convenable, il n'est qu'un moyen, c'est de nous unir. Camarades maçons, syndiquez-vous.

UN MAÇON REVOLTE.

SYNDICAT DES LOCATAIRES.

Nous publions ci-dessous le manifeste que vient de lancer le syndicat des locataires :

Aux locataires !

La vie est chère. Tout augmente, sauf les salaires ; les loyers deviennent inabornables. L'ouvrier sera bientôt réduit à aller habiter à cinq lieues de son travail.

Nous avons le droit d'habiter où bon nous semble. Mais M. Vautour veut que nous lui payions cher les cailloux qui nous abritent, afin qu'il puisse vivre grassement du revenu de nos sueurs.

Il faut mettre un frein à ses désirs de rapace en vous faisant inscrire en masse au Syndicat des Locataires. Celui-ci vous aidera de différentes façons contre les prétentions toujours croissantes du vautour à face humaine, soit en déménageant malgré lui, soit en rachetant vos meubles, si celui-ci les fait vendre, soit, surtout, en forçant la main aux conseils communaux, afin que ceux-ci fassent édifier de vastes maisons ouvrières où les petits et les grands auront l'air et l'espace nécessaires à leur vie et où l'hygiène règnera en maître.

Camarades !

pensez à vos enfants et à vous-mêmes ; adhérez au Syndicat afin de faire aboutir nos revendications, afin de ne plus devoir donner le plus gros de votre salaire pour des laudis où l'air et l'espace brillent par leur absence.

S'adresser à la Permanence, 12, rue Joseph Stevens, Bruxelles, les lundis, jeudis et samedis, de 7 à 10 heures du soir, et le dimanche matin, de 9 heures à midi.

EN ALLEMAGNE.

Les « Unions centrales » comptaient au 1er janvier 1912 environ 2,440,000 membres, 300,000 de plus qu'au 1er janvier 1911, 550,000 de plus qu'au 1er janvier 1910, environ un million et trois quarts de plus qu'au début du siècle, au 1er janvier 1901.

Ce sont surtout les syndicats géants, groupant tous les ouvriers d'une vaste industrie ou d'un ensemble d'industries apparentées qui enregistrent de fortes augmentations.

Ainsi, du 1er octobre 1910 au 1er octobre 1911, le syndicat du bâtiment gagne 63,650 m. soit 25.9 p. c. de son effectif ; le syndicat des métallurgistes gagne 63,050 m. soit 14.3 p. c. de son effectif ; le syndicat du transport gagne 45,250 m. soit 22.0 p. c. de son effectif ; le syndicat des ouvriers de fabrique gagne 22,069 m. soit 13.5 p. c. de son effectif ; le syndicat du bois gagne 18,117 m. soit 11.2 p. c. de son effectif ; le syndicat du textile gagne 11,639 m. soit 10.2 p. c. de son effectif.

Ces six syndicats accaparent donc environ les trois quarts de l'augmentation totale. Avec le syndicat des mineurs qui dépasse lui aussi les 100,000 membres, ils forment plus des deux tiers de l'effectif syndical. L'adhésion escomptée de quelques organisations importantes demeurées en dehors de leurs groupements d'industrie, porterait prochainement, espérons-le, cette proportion aux trois quarts !

CHEZ LES MINEURS ANGLAIS.

Il n'est pas besoin d'être prophète pour dire que la grève des mineurs anglais va se terminer par une grande victoire ouvrière. En effet, le « Coal mines bill » vient d'être signé par le roi ; et, si les mineurs en décident ainsi, il va être appliqué dès maintenant.

Bien que le mouvement entrepris par nos camarades anglais soit, dans toute l'acceptation du terme, une grève des « bras croisés », leur lutte reste admirable. Un enseignement s'en dégage et dont le prolétariat de partout doit faire son profit. Lorsque la classe ouvrière est sérieusement organisée, lorsque l'unité d'action a lieu il n'est pas de puissance au monde qui puisse la faire céder avant qu'elle n'ait obtenu satisfaction.

Nous voudrions, pour notre part, que nos camarades, les mineurs belges, s'inspirent du bel exemple des mineurs anglais dans les luttes

sément la révolte, clament la haine de l'autorité; abonnez vos amis.

Elargissant de plus en plus notre propagande, nous ferons le service à ceux qu'on nous désignera et qui jusqu'à ce jour sont restés indifférents aux idées que nous défendons, espérant trouver parmi eux « des révolutionnaires qui s'ignorent » et qu'un article éclairera.

Adresser tout ce qui concerne l'Œuvre de la Presse Révolutionnaire à notre administration.

Des Combats !

*Si chaque année au loin recule
(Dans l'oubli fuyant à grands pas),
L'infamie et le ridicule
Par contre ne s'effacent pas.
D'un ton qui jamais ne se lasse,
Nous disons : Haut le branlebas !
Chaque mardi, de cette place,
Il faut reprendre les combats !*

*J'ai fait, sur la défunte année,
Flèche de traits durs ou narquois.
La guerre n'est pas terminée :
Il faut reprendre le carquois.
Les bourgeois et leur valetaille,
Cachés derrière les Etats,
Guettent l'heure de la bataille.
Il faut reprendre les combats !*

*Se souciant peu qu'on le craigne
Ou l'admire, le ministre
Sous d'autres noms gouverne et règne,
Car son pouvoir se régénère.
Le cartel, qu'attend la victoire,
Fera sur d'autres « tralalas »
Enregistrer la même gloire.
Il faut reprendre les combats !*

*Le pauvre a toujours la famine,
Attendant le droit au bonheur.
Toujours le grison dans la mine
Ensevelit le noir mineur.
Toujours dans les manufactures,
Les fillettes et petits gas
Mangent leur pain sans confitures.
Il faut reprendre les combats !*

*Un jour, lorsque les misérables
Auront bu la coupe d'enfer,
L'étendard nouveau des minables
Flottera sur l'horizon clair.
Mais avant qu'il ne se décore
De drapeaux aux rouges éclats,
Hélas ! pendant longtemps encore
Il faudra livrer des combats !*

Ch. TROUPIN.

A bas les Jaunes !

La division entre les pauvres du monde entier semble être aussi héréditaire que les marques de leur travail, lourd et si pénible. Aussi a-t-elle été constamment fomentée par tous les potentats ecclésiastiques et séculiers.

Par la religion, par la culture de préjugés locaux et provinciaux, par leur politique chauviniste, ces derniers ont réussi à tenir divisées les masses ouvrières dans toutes sortes de chapelles et d'églises, de clubs et d'associations locales; ils ont excités les habitants d'un pays contre ceux d'un autre.

Les masses ouvrières sont donc demeurées divisées entre elles dans les villes ainsi que dans les campagnes, se croyant ennemies les unes des autres, au lieu de vivre toutes ensemble à l'unisson et d'agir d'accord contre ceux qui les oppriment.

Mettons tout en œuvre, nous qui voulons contribuer au progrès de la civilisation humaine et combattons avec énergie tous les préjugés locaux et nationaux ! Nous aurons plus à démolir que nous ne le pensons nous-mêmes !

Aussi longtemps que les masses opprimées et exploitées de notre société capitaliste n'apprennent pas faire cause commune contre leurs exploiters dans toutes les circonstances de leur vie réelle, intervenant les uns au profit des autres partout où ils peuvent s'entraider; ils n'auront pas entré leurs mains, tout en étant les producteurs de toutes les richesses, la direction générale du travail, pas plus que chacun d'eux ne pourra, jusqu'à présent, se développer suivant ses facultés personnelles.

A cet égard, comme tant d'autres, il n'y a pas besoin de théories, mais d'actes, de bons exemples. C'est la pratique qu'il nous faut avant tout.

Pour les prolétaires révolutionnaires de nos temps modernes, comme pour les chrétiens des siècles passés, le signe auquel ils peuvent se reconnaître est dans les actes.

Pour leur émancipation économique et politique, les masses prolétaires auront à se soutenir et à s'entraider, aussi bien dans leur travail même que dans la vie sociale en

dehors de leurs fabriques et de leurs ateliers.

De même celui qui voudra être utile à la délivrance des masses et à la civilisation humaine de notre époque, devra chercher à mettre ses actes en harmonie avec ses théories et à favoriser tout ce qui peut servir au mouvement révolutionnaire des opprimés contre les oppresseurs.

Là, où dans les fabriques et les ateliers l'individu deviendra la victime de sa résistance contre l'exploitation, ses camarades doivent venir à son aide et l'assister, non seulement de leurs conseils pour trouver du travail, mais encore de leurs personnes et de leur secours matériel.

Le célibataire voudra se sacrifier pour le bien-être de l'homme marié et le marié sans enfants pour celui du père de famille.

Au contraire, en refusant de travailler avec le renégat, qui, dans les grèves a trahi ses camarades, les ouvriers agiront conformément aux préceptes fondamentaux de la lutte de classes.

Les législateurs et les économistes bourgeois nous disent qu'en refusant de travailler avec le gâtelier et le traître, nous violons « la liberté personnelle » de celui qui gâte le métier ou qui trahit. Ils prétendent que nous n'avons pas le droit d'empêcher sur « la liberté de travail » de tous ceux qui désirent travailler sous d'autres conditions que leurs camarades organisés.

Les législateurs et les économistes bourgeois nous parlent donc de l'atteinte portée à la liberté personnelle ouvrière.

Il est vrai que, si les ouvriers organisés se refusent à travailler dans les fabriques et les ateliers à côté de ceux qui n'acceptent pas les conditions convenues du travail et le contrat commun conclu avec les patrons, ils empiètent sur la liberté personnelle du gâtelier, ainsi qu'ils empiètent également sur la liberté de l'entrepreneur et de ses argousins, qui, sous de telles conditions, ne seraient pas libres de choisir dans les milieux ouvriers leur main-d'œuvre parmi ceux qui leur semblent les plus propres à être exploités.

Il faut avouer, tout d'abord, que cela est vrai.

Seulement les ouvriers organisés se trouvent de plus en plus dans l'alternative : d'être ou le marteau ou l'enclume.

Tout en sachant qu'il y a des compagnons de travail qui sont contraints de se présenter comme gâtelier par le chômage et la misère, ils ne sauraient pas y élever les intérêts personnels de ces individus aux intérêts de l'ensemble des autres ouvriers.

Car, si les entrepreneurs ne peuvent pas être forcés d'entrer en négociation avec les organisations de leurs ouvriers, si, dans les milieux ouvriers mêmes, les adversaires de l'organisation ouvrière ne sont pas forcés de faire cause commune dans la lutte de classes avec leurs compagnons de travail plus développés et plus convaincus de leurs intérêts de classe, alors ces derniers seraient forcés d'accepter les conditions de travail qui leur sont dictées par leurs maîtres.

Qu'est-ce que la liberté pour la classe ouvrière? Tout le salariat en fait n'est qu'une seule infraction à la liberté du travail ainsi une violation du bien-être physique et intellectuel de la grande masse des hommes.

Aussi longtemps que les moyens de production et de consommation resteront la propriété privée d'une minorité, la majorité des hommes sera forcée de produire au service et au profit d'autrui. Aussi les masses ne deviendront-elles libres qu'en attaquant la liberté de ceux qui leur empêchent de se délivrer du joug capitaliste.

Car la liberté est comme le royaume des cieux selon saint Mathieu; il se prend par violence et ce sont les violents qui l'emportent ! Ainsi nul peuple et nul individu n'aura de liberté que celle qu'il prendra soi-même !

La lutte de classes, que les masses ouvrières salariées ont à soutenir contre leurs exploiters, est la conséquence nécessaire, précisément du manque de liberté de production et à régler les conditions de son propre travail.

Ici l'intérêt du capitaliste-entrepreneur s'élève immédiatement contre celui de l'ouvrier salarié. Les conceptions de la liberté de l'un s'opposent à celles de l'autre.

L'entrepreneur, tout en s'appuyant sur la liberté d'entrepreneur et même sur celle des ouvriers, qu'il prétendra défendre; voudra faire le contrat de travail avec ses ouvriers seuls. Il voudra pouvoir engager ou congédier chacun de ses salariés, ainsi qu'il voudra accorder à chacun d'eux personnellement de quitter ses établissements comme cela leur plaira.

Voilà « la liberté du travail », comme elle est comprise par le capitaliste-entrepreneur et défendue par l'économie bourgeoise et par la législation des classes dirigeantes !

Mais l'ouvrier salarié même a acquis une autre conception de la liberté. A la liberté du travail telle que la comprennent les capitalistes qui n'est que la liberté de l'exploitation du faible (ce mot pris dans un sens économique) par le plus fort, il opposera sa propre conception qui est celle de la liberté de s'organiser contre l'exploitation capitaliste.

En opposition au « contrat personnel » voulu par le capitaliste-entrepreneur et défendu avec tant de chaleur par l'économie bourgeoise, des ouvriers organisés défendront le « marché collectif du travail » et le contrat commun », basé sur la communauté d'intérêts des exploités.

Celui qui nuit à ces intérêts comme gâtelier ou comme renégat, est aussi bien un traître, au point de vue des ouvriers organisés, que le soldat qui, dans le combat, sort des rangs.

Les ouvriers organisés jugeront donc avoir le droit de boycotter tous ceux qui nuisent à la cause commune de leurs compagnons de travail, et ils seront contraints par la nature de la chose même à ne pas travailler avec les personnes qui font un contrat individuel avec les patrons et en dépit de leurs camarades.

A mesure que, dans la lutte de classes, les ouvriers salariés seront plus élevés pour le combat pratique, ils tireront plus rigoureusement à cette tactique générale, puisque, autrement, il leur sera de plus en plus impossible d'obtenir un contrat de travail favorable.

Du reste, l'appel à « la liberté du travail » de la part du capitaliste-entrepreneur et de l'économiste de l'école bourgeoise n'est en vérité qu'un acte d'hypocrisie, apte à couvrir les propres intérêts de classe par un nom spécieux.

Car il ne s'agit pas ici du maintien de la liberté de travail de tous les ouvriers sans distinction. Il s'agit bien ici de choisir entre

la liberté de l'un et la liberté de l'autre.

Si la liberté personnelle de l'ouvrier de faire un contrat de travail avec son patron seul à seul doit être respectée, même dans le cas où le contrat est nuisible aux intérêts de ses compagnons de travail, il faut donc respecter également la liberté des ouvriers organisés de refuser le travail à côté de

l'individu qui nuit à leurs intérêts, de même que leur liberté de nuire à cet individu réciproquement et autant qu'il leur est possible.

Si l'on se place au point de vue du maintien de la liberté du travail, il faut donc avouer que dans la lutte de classes la liberté de l'un vaut autant que celle de l'autre !

Christian CORNELISSEN.

Le Banditisme de Chantilly

LA PHILOSOPHIE DE CET ACTE

L'erreur de la société moderne, fondée sur la satisfaction immédiate des appétits et sur la puissance de l'argent, consiste à ne pas comprendre que la masse d'énergie humaine reste à peu près invariable.

Elle a trouvé, jadis, son utilisation dans la poursuite et la recherche désintéressées de la réalisation d'œuvres d'art ou sociales. Elle n'a plus aujourd'hui qu'un but : acquérir l'argent, qui donne le respect, la considération, l'impunité, les places, en même temps que la satisfaction de l'orgueil et de la domination.

Dès lors, les brigandages comme ceux de Chantilly devaient aussi logiquement surgir dans la forêt de Bondy, où nous nous dépeçons, que certaines oracles vénéreuses, écloses dans les grandes futaies du Brésil.

Or, quelle action voulez-vous présenter aujourd'hui à l'avidité des jeunes cerveaux. L'école de jadis nous enseignait une morale dénuée et surannée, mais en même temps le respect et l'émulation des exemples de désintéressement et de dévouement. Sortis à peine des études, nous nous aventurons, confiants dans les leçons apprises, en pleine vie, les mains ouvertes, les lèvres souriantes et les regards naïfs. Epris d'un rêve mensonger, aussi bien qu'inutile, mal armés par cela même pour la lutte, nous nous heurtons aux réalités, et la chute semblait d'autant plus amère qu'on nous avait appris à aimer la Beauté et la Bonté.

Mais la ruse, l'avidité, le mensonge étaient les maîtres du monde.

Il n'y avait plus alors qu'à être servile et à arracher comme des mauvaises herbes tout ce qu'on y avait semé, ou bien devenir des révoltés.

Mais l'hypocrisie même du respect pour les nobles idées pesait aux Requins de la Finance. Ils sentaient le dédain hautain de ceux qu'ils exploitaient sans pouvoir asservir leurs âmes, et ils ont entrepris, par des écrivains attachés à leur solde, de corrompre la souche même de l'âme ancestrale. Ils y sont parvenus à force de logique, de bon sens et de mirages. Ce n'est pas pour rien que, pareil au soleil, l'or éblouit et abaisse les regards les plus droits. Ils ont exalté, par Nietzsche, la puissance brutale de l'homme, donné au coefficient : domination, une valeur d'énormité.

Ils ont dit : L'or n'est rien ; c'est la jouissance sadique, intime, de se sentir non le meilleur, mais le plus fort, d'avoir en soi comme par un vin généreux l'ivresse du commandement. Nous sommes les véritables Dieux modernes, et notre divinité se prolonge même chez nos descendants chétifs, par l'éternité de nos richesses. Ils ont organisé, par la Société Anonyme, la concrétisation de l'idée abstraite de la richesse une exploitation habile, à rendre cet organisme actuellement indispensable par la mise en valeur des productions humaines, qu'elles s'appellent inventions, brevets, découvertes. Dès lors, la face même des choses s'est transformée, et là où jadis s'élevaient hôtels de ville délicatement ouvragés, statues d'art, s'érigent massives, lourdes et vaniteuses, les banques somptueuses et internationales. Le Théâtre s'est mis au service de la ploutocratie, il a glorifié l'au-

dace et l'américanisme des lanceurs d'affaires. La bonté a été bafouée sous le nom de faiblesse, le désintéressement sous l'appellation d'incompréhension et d'imbécillité. Le moindre fils de bourgeois s'est cru un « surhomme » en prenant le volant de l'automobile du père et en roulant du cent à l'heure, au mépris des règlements et de la vie d'autrui.

Tout s'est pesé à l'once. Les professions réputées les plus libérales : médecine ou barreau, se sont gangrenées. « Il gagne autant », voilà le métrage de leur valeur ; et les conseils d'administration ont englué les intelligences de la classe moyenne. Alors, comme l'esprit d'aventure et du romantique est indestructible, il s'est à son tour dénaté, et les imaginations de dix-huit ans, surchauffées dans une bouillabaisse de ruses d'Apaches et de science mal digérée, ont imaginé de pénétrer dans les appartements, non plus pour s'agenouiller devant une jeune fille et lui murmurer de brûlants aveux, mais pour lui dérober le collier de perles et les diamants qui l'ornaient.

Ce ne sont plus des escalades amoureuses, des exploits d'Artagnan, où l'on essayait de mériter l'amour par des prouesses d'héroïsme, mais des coups de mains, des trahisons et des canailleries suspectes, qui sont à la mode. Et les femmes bourgeoises, excitées par les longues après-midi des cinémas de Nick Carter, Zigomar, etc., auront des tendresses d'amantes et de pierreaux pour ces pâles voyoux. Elles trouveront comme un piment à accorder leur amour à ceux qui ont au moins, pour eux, un certain mépris de la vie. Mais qu'on ne s'y trompe pas, elles sont également pourries par la vie de luxe et l'éducation subies.

Car qu'un jour d'insurrection, pour une cause simple, non plus en automobile, le revolver au poing et les mains blanches, mais âpre, dur, s'exposant, sans espoir de toucher 40,000 francs, l'ouvrier aux mains noires se révolte, lutte, et essaye dans une tension extrême, à rejeter par delà le fossé la tourbe des cerveaux d'or et monstrueux, ces mêmes belles dames hystériques ne sauront assez déchirer leurs gants blancs en l'honneur de leurs amants, les officiers sa-breurs et massacreurs.

Le crime de Chantilly, décoré faussement du nom d'attentat d'anarchistes, mérite donc d'être noté. De l'indignation pour les morts survenues, surnagera un pot-pourri d'admiration et d'horreur pour l'énergie des assassins, leur je m'enfoutisme et leurs procédés enfantins (la garde devant la banque, du bandit armé de la carabine est délicieuse à cet égard), et, plaisant aux cervelles arriérées, l'intérêt cruel de la chasse à l'homme. On trouve tout cela dans les journaux quotidiens. Parlez, à côté de tels amusements, de la lutte pour la vie, de la cherté du loyer et des vivres, des admirables découvertes en physique et en chimie faites à ce moment en Allemagne, même de Védrières, patriotard et tricolore, tout doit livrer passage à ces messieurs les bandits de Chantilly, aux 40,000 balles enlevées à coups de browning.

Le monde bourgeois est décidément bien malade !

H. DE MOOR.

Au point de vue du salaire, partout où lui des hommes augmente on les remplace par l'ouvrière. Or, on sait combien le respect de la dignité et de la pudeur de celle-ci est méprisé par l'arbitraire du contremaître.

Les hommes seuls jugeant, soit en justice de paix soit au tribunal de commerce, sur la plainte légitime d'ouvrières poursuivies, tourmentées et parfois séduites, ne voient que le côté « rigoleur » de l'attentat.

Si comme nous l'espérons, citoyennes, la femme à son tour parvient à être juge, non seulement dans les conseils de Prud'hommes mais également dans la magistrature officielle, l'aspect de la justice changera à cet égard. Une réforme analogue à celle préconisée par Briand, pour les juges, devrait s'introduire. Seul, le président serait un juriste, assisté par un juge, élu, et ayant une femme comme assesseur.

De même des jurées devraient être admises. Alors on ne verrait plus de ces acquit-

tements injustes, scandaleux, de bellâtres qui sous prétexte de jalousie ont détruit et gâché tant de vies féminines. De même, les tribunaux refusent actuellement toute indemnité à la jeune fille séduite quand elle n'est pas enceinte. Une femme appelée à intervenir ou à donner son avis, aurait vite fait de trancher la question et de remettre les choses au point.

Pour les mandats communaux et politiques, nous a-t-on assez ridiculisées...

Soignez vos enfants ! Et votre ménage ! La cuisinière économique de l'homme ! Quelle absurdité ! Si les parlementaires se bornaient à l'exercice de leur mandat, le reproche serait peut-être acceptable, mais tous ont une profession, parfois très absorbante. Il y a des médecins, qui seraient mieux dans ce cas auprès de leurs malades ou des notaires (comme certain candidat au portefeuille de ministre de la guerre parce qu'il a traîné sa sabretache dans les soupers fins, en costume de garde civique, et qui peut être appelé, d'heure en heure, à recueillir le testament d'un mourant ou d'une mourante) ; des avocats, laissant traîner les intérêts de leurs clients pendant 3 ans et plus ; des ingénieurs, loins de leurs usines, qui pour ne point déplaire à leurs confrères leur promettent des affaires... après leur nomination ! Quelle mesquinerie... Enfin, tout un monde bourgeois qui a des occupations autrement absorbantes que celle de remailer des bas. Ce qui est certain, c'est qu'il serait préférable de voir chacun dans son milieu, dans sa sphère. Et les parlementaires, s'il en faut (?), être autre chose que des tire 6,000 francs.

Ce n'est pas parce qu'une femme est mariée ou absorbée par les occupations de son ménage, qu'elle ne peut dire son mot dans les affaires publiques. Bien des femmes de commerçantes sont plus expertes et plus capables que leurs maris.

Des ouvrières chez qui l'égalité du travail hors domicile existe, et pour qui on ne parle pas de ces impossibilités, savent supporter d'autres charges.

Les tea-rooms, les bowlings et autres établissements regorgeant d'oisifs pourront continuer à les recevoir. Ce qui est essentiel, c'est que le jour où la véritable femme surgira dans la vie politique, bien des injustices disparaîtront. Déjà M. Carton de Wiart, pour la protection de l'enfance, n'a-t-il pas fait intervenir les femmes ?

Enfin, par l'intervention de la femme, on s'habitue à voir en elle l'égal de l'homme, et non plus, suivant les exigences de l'heure, une fille de joie, une servante, ou simplement une bouche de trop à nourrir.

J. V., W.

La Grève des Chauffeurs parisiens

Malgré les efforts « coalisés du Consortium, de Lépine et de ses « flics » ; malgré les trahisons honteuses d'une misérable poignée de jaunes-écraieurs la grève des chauffeurs parisiens se poursuit avec la même ardeur et le même courage de la part de nos vaillants camarades.

Plusieurs sons de cloche ont été donnés sur cette grève par les organes capitalistes. Un de nos grands quotidiens va même jusqu'à prétendre que la taxe du benzol n'est que le prétexte apparent du mouvement de nos amis.

Désireux de renseigner exactement nos lecteurs, nous avons profité du passage à Bruxelles d'un des principaux militants du syndicat des chauffeurs parisiens, pour obtenir de lui quelques déclarations que nous nous faisons un plaisir de publier :

— L'augmentation du benzol n'est nullement un prétexte apparent, nous dit-il ; c'est bien elle qui a déclenché notre mouvement actuel. Quand le Conseil municipal de Paris, sur la proposition de MM. Lefèvre et Desvaux, conseillers radicaux-socialistes, décida de porter la taxe sur le benzol, de 10 fr. 50 à 15 fr. 20 l'hectolitre, les compagnies ne protestèrent pas, et, pour cette bonne raison c'est qu'elles savaient fort bien que cette augmentation serait supportée par les chauffeurs et non par elles.

C'est alors que nous fîmes nos deux grèves de 24 et 48 heures, voulant par là peser sur la décision du Conseil municipal.

Ce dernier maintenant ses prétentions, nous nous sommes tournés vers les compagnies et nous avons formulé nos revendications présentes. En effet, au moment où le coût de la vie augmente dans des proportions fantastiques, et où les travailleurs de partout luttent afin d'obtenir un sort meilleur, nous ne pouvions consentir le paiement de cette taxe nouvelle sans subir une diminution considérable, puisque nous l'éva-

luons à 4 fr. 50 par jour, de nos salaires.

Vous voyez donc que, contrairement aux dires des organes bourgeois, l'augmentation du benzol est bien la cause directe de la grève et que c'est sur elle, par répercussion, qu'est venue se greffer la question d'augmentation des salaires.

— Les journaux bourgeois prétendent qu'il y a 5,000 taxis de trop dans Paris ?

— Ce nombre est exagéré, mais il est certain qu'il y a trop de voitures et que nous ne gagnons pas de quoi vivre. Mais à qui la faute ! Aux compagnies insatiables qui, voulant réaliser des bénéfices toujours de plus en plus gros, ont mis un nombre considérable de voitures en circulation. Cette concurrence que nous nous faisons, par suite de ce fait, est donc une raison de plus prouvant la légitimité de notre mouvement.

— Les mêmes organes écrivent que le public n'est pas sympathique aux corporations à « pourboires » et que, par conséquent, il ne s'intéresse pas à votre grève.

— Pas sympathique notre mouvement ! Mais il est incontestable que nous possédons la sympathie de toute la population parisienne ; et pour s'en convaincre il n'y a qu'à rappeler l'indignation générale à la suite de l'assassinat de notre malheureux camarade Bédhomme et le cortège de 25,000 travailleurs l'accompagnant à sa dernière demeure. Ah ! on met en avant la question du « pourboire » ; mais si nous touchons du « pourboire » — ce qui pourrait s'appeler

plus exactement du « pourmanger » — la faute en incombe exclusivement aux compagnies qui systématiquement nous ont toujours refusé un minimum de salaire. Peu leur importe que, pour se nourrir eux et les leurs, les chauffeurs soient obligés de recourir à la forme humiliante du « pourboire » et de jouer en quelque sorte le rôle de « mendiants ». Croyez-le bien, beaucoup de nos camarades en ont assez de tenir ce rôle ; ils estiment que travaillant ils doivent être payés en raison de ce travail et non obligés de recourir à la générosité — d'ailleurs aléatoire — du client.

— Et maintenant, camarade, pouvez-vous, pour les lecteurs de *Combat Social*, nous dire vos prévisions au sujet de la grève ?

— J'ai pleine confiance dans le succès de notre mouvement. Nos camarades sont résolus à la lutte jusqu'à complète victoire. Appuyés par les organes ouvriers *l'Humanité*, *la Bataille Syndicaliste* et *la Guerre Sociale*, les chauffeurs vaincront et auront raison de la morgue et de l'intransigeance cupide des manitous du Consortium. »

C'est sur ces paroles pleines de foi syndicaliste et d'espoir en la solidarité ouvrière que notre camarade nous quitta pour rejoindre son poste de lutte.

De tout cœur le *Combat Social* se joint aux chauffeurs parisiens et leur souhaite un prompt succès.

Sus aux Vautours !

Le Syndicat des locataires est enfin fondé. On ne peut que s'applaudir de cette décision, car les locataires étaient véritablement désarmés devant les vautours que sont les propriétaires.

Les choses vont changer et ce n'est pas trop tôt. Messieurs les propriétaires en prenaient trop à leur aise ; il semblait vraiment qu'ils nous faisaient une grâce en nous permettant d'utiliser leurs piètres locaux moyennant d'ailleurs une sérieuse indemnité.

Songez un instant aux difficultés qu'on nous fait pour louer le moindre taudis. Il faut se présenter au propriétaire le chapeau à la main, s'extasier sur la splendeur de ses propriétés, ne pas présenter la moindre objection et... payer d'avance !

Quant à lui, il nous regarde de toute sa hauteur. Il commence par nous faire subir un véritable interrogatoire. Où avez-vous habité ? Où travailliez-vous ? Avez-vous des enfants ? etc., etc. Finalement, après avoir examiné si nous sommes bien vêtus et si nos réponses le satisfaisent, il consent à nous louer.

Le jour où nous arrivons avec notre modeste mobilier, M. Vautour s'installe sur sa porte pour assister à l'emménagement et se rendre un compte exact de la valeur de nos meubles.

Une fois installés, nous connaissons les vexations de tous genres. On fait trop de bruit sur les escaliers, on abîme les murs, on ne nettoie pas assez les corridors, on reçoit trop de visites, etc.

Ce qu'il y a de plus révoltant dans tout cela, c'est que cet individu nous considère comme appartenant à une humanité inférieure, avec laquelle il n'est pas nécessaire d'avoir des ménagements. Non seulement le locataire est écorché, mais encore il est un véritable esclave et tout le monde sait qu'un moindre clou que l'on enfonce dans un mur le proprio accourt pour faire des observations.

Pourtant il ne se fait pas faute d'exiger de nous une dime exagérée. Il demande cher pour son loyer et par-dessus le marché la moindre occasion lui est bonne pour augmenter ses prix.

Qu'une exposition ait lieu, qu'une nouvelle ligne de tramway soit créée, qu'une nouvelle rue soit percée, vite M. Vautour augmente le prix du loyer.

Et malheur à celui qui ne peut pas payer régulièrement son loyer. Malheur au pauvre diable que frappe la maladie ou le chômage. M. Vautour n'attend pas. Au moindre retard, il vous envoie l'huissier, sans souci des frais que cela vous occasionne. C'est toujours le pauvre diable qui paie !

Il n'est pas nécessaire d'en dire plus long. La grande masse de nos lecteurs sont des locataires, ils connaissent tout cela par expérience. Ils savent aussi que tout est contre eux et qu'ils ne parviennent même pas à faire respecter leurs droits les plus élémentaires.

Or, précisément, ce que le Syndicat des locataires fera, ce sera de défendre le locataire contre la rapacité du propriétaire et en même temps contre l'inflexibilité de l'huissier, ce suppôt de M. Vautour.

La première préoccupation du Syndicat sera donc de protéger le locataire lorsqu'il sera aux prises avec son exploiteur. Il pourra l'aider à trouver un abri, à déménager et même, à l'occasion, il fera le nécessaire pour que son petit mobilier — si péniblement acquis — ne soit pas dispersé dans une vente publique.

Mais le Syndicat des locataires ne se bornera pas à une attitude défensive. Il bannira résolument tous les problèmes que la question des loyers peut soulever.

C'est ainsi qu'il cherchera notamment à faire améliorer les conditions d'habitabilité des logements : l'hygiène de l'habitation sera un de ses soucis. Il poussera donc à la construction d'habitations nouvelles, réunissant les avantages du confort à la modicité des prix.

Nous traiterons d'ailleurs ces questions d'une manière suivie dans les colonnes de ce journal. Pour cette fois, nous voulons seulement attirer l'attention de nos lecteurs sur l'intérêt qu'ils ont de se faire inscrire au Syndicat des locataires. Ils savent certainement que l'union et la coopération sont les seuls moyens de triompher de nos exploiteurs.

Entrons donc tous dans les syndicats de locataires. Nous pourrions ainsi améliorer immédiatement notre situation et en appliquant ainsi l'action directe forcer M. Vautour à modérer ses exigences à notre égard.

Tous au Syndicat des locataires.

Georges SCHMICKRATH.

P. S. — Le Syndicat des locataires de Bruxelles vient de lancer la pétition suivante, que l'on peut se procurer au siège social du Syndicat, 12-14, rue Joseph-Stevens et que tous les hommes de cœur se feront un devoir de signer :

**FEDERATION NATIONALE
UNION SYNDICALE DES LOCATAIRES**
(ouvriers et employés)

Siège social : 12-14, rue Joseph-Stevens, Bruxelles.

Section de

PETITION NATIONALE

à l'effet d'obtenir l'insaisissabilité du mobilier des Ouvriers et Employés

Considérant :

Que la Société a une base : la Famille ;

Que la Famille a un centre d'attraction : le Foyer ;

Que toute tentative faite contre le Foyer est également contre la Société ;

Que le mobilier de l'ouvrier est le résultat d'un effort considérable et qu'il lui est indispensable ;

Que la Société actuelle n'existe que parce que notre ancêtre, l'homme de la préhistoire, a défendu son foyer victorieusement contre les attaques des animaux sauvages ;

Que tout ce qui a été accompli de grand dans l'histoire : découvertes, inventions, etc., ne l'a été que pour la défense et l'amélioration du foyer ;

Que la destruction du foyer décourage l'ouvrier, le conduit presque toujours à l'alcoolisme et laisse les enfants sans direction morale.

Les Ouvriers et Employés soussignés déclarent qu'il est profondément inhumain et antisocial de saisir le mobilier des ouvriers, demandant qu'il soit considéré comme bien de famille insaisissable.

Se déclarent prêts, dans le cas où il ne leur serait pas donné promptement satisfaction, de défendre leur mobilier par la force, et s'engagent à répondre tous à l'appel d'un seul pour s'opposer, au besoin par la violence, à toute saisie qu'il qualifie de crime contre la Société.

Pour le Conseil d'administration :
Le Secrétaire : G. SCHMICKRATH.

INCIDENT CLOS

Nous apprenons à l'instant que M. Gielen retire sa candidature à la Chambre. Nous ne pouvons qu'applaudir à ce fait et considérer l'incident comme clos.

PENSEES

Il y a peu de choses plus désastreuses que l'écroulement et la disparition d'un système directeur qui ne répond plus aux conditions d'existence, avant qu'un autre, mieux adapté, ne soit formé pour le remplacer. Herbert SPENCER.

La Femme et le Socialisme

PREMIER ENTRETIEN.

La rédaction du journal a bien voulu mettre une de ses colonnes à la disposition du mouvement socialiste féministe intégral.

J'en accepte la lourde charge, et si dans ce premier numéro, je ne puis exposer que quelques idées générales, je compte bien dans la suite, préciser plus amplement le rôle que nous, femmes, nous avons à remplir dans ce mouvement.

Le travail de l'ouvrière, notamment dans les ateliers de luxe, se fait dans des conditions hygiéniques déplorable. Ce ne fut qu'après une longue campagne qu'Hector Denis put obtenir du Parlement l'obligation pour les commerçants de mettre à la disposition de leurs employées, surmenées par 10 heures de travail continu, des tabourets pour qu'elles puissent se reposer.

ECHOS

NOS BONS CALOTTINS

Les chefs cléricaux parlent beaucoup en ce moment. La Chambre ne leur suffit plus. Ils se répandent dans les neuf provinces, et, devant des auditoires de choix, — nous voulons dire qu'ils ont choisis — font le panégyrique de leur gouvernement.

M. Schollaert avait commencé une tournée de conférences pour faire l'éloge de son pauvre projet scolaire, si méchamment mis à mort l'an dernier. Tenant dans ses bras le cadavre de son enfant, il essayait d'attendrir les foules. Mais voici que, touché par on ne sait quelle grâce, M. Schollaert a lâché son enfant. Et pour achever sa tournée, il l'a remplacé par celui de M. de Broqueville. Des journalistes aussi naïfs que pieux ont salué cette substitution d'enfant comme un sacrifice héroïque. Ils nous la baillent belle, en vérité ! Comme si le projet de M. de Broqueville n'était pas le projet de M. Schollaert, coiffé d'un autre bonnet et emmaillotté différemment !

Nos bons calottins peuvent se démenner comme des diables dans un bénitier, le temps n'est plus où l'on pouvait impunément nous infliger une éducation chrétienne, apostolique et romaine.

Leur loi infâme ne passera pas, dût-on pour l'empêcher aller jusqu'aux mouvements de rue. Mais il y a tout lieu d'espérer que les élections de juin nous éviterons cette gymnastique révolutionnaire.

ARBITRAIRE MUNICIPAL

Il nous revient que l'on refuse systématiquement de délivrer des permis de vente, sur la voie publique, à certains camelots, et cela pour la raison — invouée d'ailleurs — qu'ils professent des idées subversives.

C'est là un acte d'arbitraire contre lequel on ne saurait assez protester. Si un des quelconques conseillers communaux voulait interpellé à ce sujet, nous tenons des noms à sa disposition.

A noter qu'il n'y a rien à reprocher aux camelots dont il s'agit et que c'est bien gratuitement qu'on les met dans l'impossibilité de gagner leur vie et celle de leurs enfants.

CANDIDATURITE AIGUE

M. Gielen voudrait bien être député — M. Gielen, c'est le directeur du « Chempost ». C'est là une ambition qui s'abrite dans le cœur de beaucoup de nos concitoyens : On peut se dévouer à la chose publique, et puis... on palpe de petits bénéfices qui ne sont pas à dédaigner.

L'initiative de M. Gielen a le don de déchaîner l'ire du « Peuple ». C'est que M. Gielen en se présentant aux élections enlève des voix à la liste socialiste — au moins parmi le personnel des chemins de fer et P. T. T. et dame !

Au fond, il s'agit surtout d'une question de personnalités et nous reconnaissons volontiers que Gielen ou Camille Huymans, c'est kif-kif quant aux résultats pour les pros.

Cependant, nous engageons charitablement le citoyen Gielen à rengainer son désir pour une autre occasion et nous faisons valoir à l'appui de notre opinion les deux raisons suivantes :

1. La candidature de M. Gielen, en enlevant des voix aux partis de gauche ferait le jeu des cléricaux et ce serait d'autant plus regrettable qu'il faut à tout prix que ceux-ci soient renversés afin qu'on ne nous embête plus avec cette balançoire.

2. En entrant à l'aquarium, M. Gielen pertrait certainement l'estime de ses amis et, ce qui serait plus grave, la sienne propre s'il lui restait un peu de conscience.

REFLEXIONS ROSES

Dans l'éditorial du « Peuple », du 30 mars, nous épingleons les lignes suivantes se rapportant aux actes de banditisme des Carouy, Garnier, etc.

« Sans omettre que, pour le relèvement de l'éducation populaire, vous n'avez trouvé à remettre à la mode, tant sur la scène de vos Ambigus que sur l'écran de vos cinématographes, à la suite de la vogue de « Sherlock-Holmès », de Conan Doyle, que les hauts faits de « Zigomar et de Nick-Carter ! »

Bien dit, mais...

Certainement, le camarade de la rédaction du « Peuple » qui a écrit ces lignes fort sensées ne fréquente pas souvent le cinéma de la Maison du Peuple.

En effet, à la Maison du Peuple, institution socialiste qui devrait avoir à cœur de contribuer à l'éducation de la masse, on voit se dérouler sur l'écran du « Cinéma Géant » — comme dans n'importe quel cinéma de la ville — les mêmes films : « Aventures de Zigomar », de la « Princesse Cartouche », etc...

Il ne manque pourtant pas de films autres que ceux-là, et qui, en même temps, qu'ils constitueraient un amusement sain pour le peuple, l'instruiraient.

Croyez-vous, camarades socialistes, si vous voulez conserver votre droit de critique, ne donnez pas priver ce que celle-ci puisse se retourner contre vous.

A travers la Semaine

LES FAITS DIVERS

S'il est un reproche que l'on peut faire à juste raison aux organes socialistes c'est de ne se distinguer en rien des organes capitalistes lorsqu'il s'agit de relater des faits divers.

Qu'y a-t-il cependant de plus instructif, au point de vue socialiste et ouvrier, que la nomenclature de ces faits qui devraient être analysés et commentés, tandis qu'on se borne la plupart du temps à une brève mention. Combien d'enseignement il y aurait à glaner à propos d'un simple fait divers. Ici un vol, là un infanticide, ailleurs, un accident du travail.

Autant de faits propres à faire saisir sur le vif les iniquités de la société bourgeoise.

Pour illustrer ma thèse, j'en découpe deux au hasard dans un récent exemplaire du « Peuple » :

« Les vols dans les bascules automatiques. — Depuis quelque temps de nombreux vols se commettent dans les bascules automatiques placées sur les terrasses des établissements publics. Un agent de police de la troisième division, en passant lundi, vers trois heures du matin, devant la terrasse d'une brasserie boulevard d'Anvers, constata que la bascule y installée avait été déplacée et que la porte latérale en avait été enlevée. Le voleur avait en outre coupé la bourse renfermant les pièces de monnaie, mais, dérangé sans doute au milieu de son exploit, il l'a laissée sur place avec son contenu.

Un bandit de quinze ans. — Mme Guibourg, ménagère, âgée de trente-cinq ans, demeurant à Châteaurehault (France), se disposait, avant-hier soir, à se coucher, lorsque le jeune Sornais, âgé de quinze ans, vint lui demander la monnaie de deux francs.

Comme le jeune homme insistait pour rester dans la maison, Mme Guibourg voulut le faire déguerpir ; mais, saisissant un marteau qu'il tenait caché sous son veston, le jeune bandit se jeta sur elle et la frappa au front d'un coup formidable qui l'abattit.

Aux cris de la victime, on accourut et on put arrêter l'assassin, qui n'a pas voulu faire connaître les motifs de son acte. Le coupable a été écroué.

Vous voyez que le « Peuple » se contente d'insérer la relation brutale du fait, sans plus. Il arrive même qu'il ne ménage pas les épithètes les plus péjoratives à ceux dont il relate les actions.

Loin de nous évidemment, l'idée d'approuver tout simplement les vols dans les bascules ou ailleurs ; loin de nous l'idée d'approuver le gamin vicieux qui assomme une brave ménagère.

Mais ne fallait-il pas profiter de l'occasion pour faire remarquer qu'on ne doit pas s'étonner de voir vider les bascules automatiques par le premier venu, ce premier venu ayant très bien pu se tenir ce raisonnement que personne ne se donnant de la peine pour récolter les gros sous, en toute logique la récolte n'appartient à personne.

Naturellement, la morale n'y trouve pas son compte, mais encore faudrait-il savoir quelle morale il s'agit.

Pour le second fait-divers, il saute aux yeux qu'il y a ici de grands coupables. Ce sont ceux qui bénéficient d'une organisation sociale qui n'assure pas aux enfants une éducation rationnelle et qui, au contraire, par l'étalage d'un luxe crapuleux et la pratique de l'exploitation pousse au développement de tous les mauvais instincts.

Nos confrères du « Peuple » voudront-ils bien tenir compte de notre constatation pour, dans la suite, soigner leurs faits-divers de manière à ce que les lecteurs et les lectrices y trouvent leur compte...

Victime du capitalisme. — Après plus de 120 jours d'une grève admirable de ténacité et de calme, les provocations policières et patronales ont obtenu leur plein effet. Un chauffeur gréviste, le camarade Bédhomme, a été lâchement assassiné par un misérable jaune, à la solde du consortium des compagnies d'automobiles.

Devant cette existence brutalement fauchée, tous les travailleurs se sont sentis douloureusement atteints. Et tous ceux qui n'ont pu suivre le cortège funèbre du malheureux, se sont associés par la pensée à la triste et grandiose manifestation de jeudi à Levallois-Perret.

Mais ce sang répandu ne l'aura pas été en vain, devant ces crimes répétés de la classe capitaliste, la conscience ouvrière s'affermi de plus en plus, le sentiment de solidarité des exploités en est plus grand, et le jour est proche où nous pourrions faire payer à la classe possédante les cadavres de nos camarades tombés dans la bataille.

Revue de la Presse

De notre vaillante consœur la *Lutte de classe*, cette appréciation sur l'entente électorale entre socialistes et libéraux :

« Il est des gens qui voudraient nous faire croire que la magnifique victoire que la social-démocratie allemande vient de remporter aux élections de janvier, est due à autre chose encore qu'à l'activité d'organisation et de propagande révolutionnaire du prolétariat d'outre-Rhin. A les entendre, la victoire de janvier serait aussi la victoire du libéralisme progressiste, et la social-démocratie devrait une large part de ses mandats au soutien énergique que les électeurs libéraux et progressistes lui auraient accordé aux ballottages.

Point n'est besoin de savoir que ce sont surtout les journaux libéraux qui colportent cette blague pour que l'on voie de suite percer le bout de l'oreille bloquée ; à défaut de pouvoir invoquer la tactique de la social-démocratie allemande en faveur de la politique du bloc libéral-socialiste — le parti allemand se trouve trop bien de sa tactique de lutte de classe franche et décidée pour éprouver de pareilles tentations — on voudrait nous faire croire tout au moins qu'en Allemagne « aussi », le libéralisme s'oriente de plus en plus vers la gauche, et que la démocratie bourgeoise et le socialisme ouvrier y font de plus en plus converger leurs efforts.

Or, s'il est un pays où l'expérience des faits démontre justement le contraire et fait voir qu'à mesure que le socialisme grandit, les partis bourgeois se rapprochent de plus en plus et le libéralisme devient de moins

en moins enclin à « pactiser » avec le prolétariat socialiste, c'est bien l'Allemagne.

Voilà des faits, des chiffres, et non des phrases. Il est vrai que si on ne se contente pas de belles paroles et qu'on juge les partis d'après leurs actes, il n'y a pas qu'en Allemagne que l'on peut constater que la fameuse évolution démocratique du libéralisme est la plus formidable fumisterie politique que le vingtième siècle ait produit jusqu'à ce jour. Sans doute, le libéralisme allemand évolue, mais il évolue à rebours, il se rapproche de plus en plus de la réaction. A mesure que le socialisme grandit, la démocratie bourgeoise s'annihile, le libéralisme se rapetisse. En vérité, il n'y a pas de meilleur baromètre de la puissance politique réelle du prolétariat d'un pays que le degré de décomposition atteint par le libéralisme de ce même pays. »

De la *Guerre Sociale*, à propos du meurtre d'un chauffeur gréviste, par des jaunes, à Levallois-Perret :

« Ah ! la grande presse s'indigne et elle n'a pas tort, contre les bandits de la rue Ordener qui, froidement, dégringolaient des innocents !

Eh bien ! et les bandits de Levallois-Perret, qu'en faites-vous, messieurs de la grande presse ?

La consigne est-elle donc de ronfler ?

Le grand patronat qui, du haut de ses millions, refuse de discuter avec ses serfs, plus insolent que les féodaux d'ancien régime, est dans son rôle, et la grande presse aussi, qui couvre ses crimes de son silence.

Les aristocraties sont d'ordinaire sans cœur et sans entrailles, et c'est parce qu'au temps de leur toute-puissance elles sèment la haine, qu'à chaque révolution le peuple à son tour a la main lourde et sanglante, faisant payer en une année des siècles d'oppression et de férocité. Le sang versé à Levallois-Perret par les grands patrons de l'auto retombera à la prochaine Commune sur la tête de leur classe ! Ils ne perdront rien pour attendre ! »

A JEAN BONHOMME

(Sonnet)

« Mettez souvent la poule au pot »,

Disait Henri le Quatrième,

« Mettez-la le dimanche même :

C'est moi qui payerai l'écot. »

Mais promettez et tenir font deux.

Cependant le grand Henri Quatre

Était de bonne foi. Les gueux

L'aimaient gratis, sans en rabattre.

Mais la « poule au pot » ne vint pas,

Et les gueux, de vie à trépas,

N'eurent rien à mettre en marmite.

Ces promesses sont des appâts

Dont les grands usent ici-bas.

Moralité :

On a les princes qu'on mérite.

H. S.

Pour l'Exploitation de l'Affichage en Régie

Note documentaire pour les conseillers communaux socialistes du pays

QUESTION DE PRINCIPE

La régie figure au programme des réformes du parti socialiste, mais elle est aussi le Credo économique de tous ceux qui sont soucieux de progrès et de mieux-être social. Le projet de la régie est donc particulièrement défendable.

LE FAIT

L'affichage, en général, est-il exploitable en régie ? Les expériences faites par Molenbeek-St-Jean, St-Gilles et Schaerbeek ne permettent pas de pencher sur l'affirmative, du moins dans l'état passé des choses en matière de publicité et en matières d'organisation administrative. Par contre, les résultats obtenus en Italie en Amérique, par les régies de publicité, sont convainquants.

Quoi qu'il en soit, le Collège de Bruxelles, saisi d'un projet de régie parfaitement étudié, l'a écarté et a décidé de recourir à l'adjudication publique. C'est donc en temps que Collège uniquement qu'il a estimé sérieusement les arguments opposés à la régie et qu'il n'a pas voulu aller « soi-disant » à l'aventure, il s'est décidé spécialement pour l'adjudication publique sur la foi d'offres trop élevées faites spontanément par des agences concurrentes, ayant des bases certaines de calcul. — Cette spontanéité et cet emballement prouvent à l'évidence que les offres n'étaient réelles et acceptées, tous les inconvénients inséparables d'une exploitation à outrance, mal qui pèse sur tout système d'adjudication forcée.

Sous une apparence de justice et d'égalité sous le voile de l'appel à la concurrence, un pareil mode n'était accessible qu'aux capitalistes là où il ne s'agit que de travail d'honnêteté et de qualités professionnelles. Et ainsi, dans une vulgaire question d'affichage, c'est encore l'argent qui a été puissant.

Je demande instamment au parti socialiste, parti de progrès et de réformes sociales, d'user de toute son influence pour faire dire que là où la régie est écartée par les capitalistes, il y a lieu cependant d'adopter ce système très prochainement. C'est au nom d'un principe qui nous est cher que je formule ce vœu et non pas par intérêt personnel, car il a été facile aux capitalistes concurrents, dans la question existante, de faire des propositions en temps opportun au Collège échevinal de Bruxelles, sur des

bases de prix insensés, ayant offert, au préalable, de discuter les détails avec l'échevin des finances et les bureaux des propriétés.

Pourquoi donc le projet de régie, si réellement démocratique, et, j'ose le dire, si désintéressé, pourquoi donc est-il resté dans les cartons ? Est-ce parce que c'est lui et un projet de régie mixte qui a déchaîné la fureur de la hausse parmi les concurrents capitalistes ? A défaut d'autre compensation, je pourrai me réjouir d'être mieux compris par nos mandataires du Parti Ouvrier tout entier que par les villes elles-mêmes, car le mouvement à Bruxelles a prouvé deux choses : 1. l'excellence du projet, qui reste entier et 2. la crainte de le voir admis.

Une fois la régie introduite dans tous ses avantages, elle serait ancrée pour toujours, au grand détriment de l'exploitation de l'adjudication publique. Il faut donc céder la place à la régie elle-même, car du fait décollait un principe on n'a pas voulu du fait, mais c'est comme s'il s'était produit ; je réitère ma demande de déclarer le principe. Bientôt on verra alors, je l'espère, admettre ce que Bruxelles a dédaigné. Dans son travail sur l'organisation de l'affichage en régie un service de la ville a bien voulu dire qu'il pouvait faire ce que M. Troupin ferait et qu'elle (la ville) serait seule ainsi à encaisser le bénéfice. Je ne demande pas mieux que de le voir à l'œuvre et si nos mandataires veulent prendre une décision sage, ils choisiront le projet de régie pure, déclarant ne pas vouloir recourir, fin juin prochain, à la continuation de l'adjudication du 1er mai 1911, en vertu de l'article 14, page 4, ainsi conçu :

Art. 14. — La ville aura le droit de renoncer à la présente concession tous les ans pour le 30 septembre, en prévenant trois mois d'avance et par écrit.

ORGANISATION

Pour résumer mes propositions, je demande : 1. l'acceptation en principe des régies d'affichage et 2. si les régies, par suite d'un fait quelconque indépendant de nos volontés, ne s'opéraient pas en fait accompli, immédiatement à réaliser, d'accepter la régie mixte, c'est-à-dire, la seule méthode qui sert de transmission entre la concession pure et simple et la régie, donnant ainsi l'expérience nécessaire et ne laissant place qu'à la régie elle-même. Enfin et en cause subséquente : que nos mandataires prennent à ce sujet et dès à présent toutes les mesures immédiates et nécessaires pour la réussite de ces principes.

Ch. TROUPIN,
du Syndicat des Employés
de Bruxelles.

Bibliographie

Sur l'Individualisme, par Marc Pierrot (Paris, Publications des « Temps Nouveaux » ; prix : 10 centimes. — Cette brochure remarquable débute par des considérations scientifiques fort justes sur la morale du plaisir. Elle montre que la philosophie des individualistes, qui se complaisent dans leur moi égoïste et reposent toute solidarité avec autrui, prétendant que le succès justifie tout, n'est pas une philosophie sentimentale et humaine. Libérant l'individu de toutes entraves et obligations sociales, elle oublie de tenir compte de son milieu, au sein duquel des millions d'esclaves continuent à peine ret souffrir. D'autre part, malgré son incontestable légitimité, la solidarité syndicale, qui n'est autre chose qu'une solidarité d'intérêts, et qui, le plus souvent, se confine dans des revendications purement matérielles, oublie qu'il existe dans la société actuelle toute une légion de non-syndiqués qui, eux aussi, pâtissent de l'organisation capitaliste.

Sacrifiant tout le reste à l'organisation, elle n'est pas, elle non plus, une morale vraiment large et humaine.

En nous portant à agir pour autrui, l'idéalisme, au contraire, peut avoir à la fois pour mobile un intérêt bien compris et le plaisir de rendre service à nos semblables. Comme l'a écrit Bakounine : « Aucun individu humain ne peut reconnaître sa propre humanité, ni par conséquent la réaliser dans sa vie, qu'en la reconnaissant en autrui et qu'en coopérant à sa réalisation pour autrui. » Ainsi, individualisme et altruisme se confondent et, dans nos aspirations vers une société meilleure, il nous est impossible de les séparer.

Cela ne veut pas dire néanmoins qu'il faille proscrire les abstractions, ainsi que semble le vouloir Pierrot. Aucune opération de l'esprit ne peut être réalisée sans séparer les qualités des choses, sans les définir avec précision, sans analyser, décomposer, abstraire en un mot les parties d'un tout. Le mal contagieux dont il

est urgent de nous préserver, ce n'est pas le souci d'abstraire, d'éclaircir des problèmes mal étudiés par ceux qui nous ont précédés. Non. Le mal dont nous souffrons, c'est au contraire l'abus des sophismes, l'habitude des raisonnements dans le vague, des affirmations que rien n'appuie et ne justifie. Sous ce rapport, les sociologues alternistes eux non plus, ne sont pas toujours sans reproche. Néanmoins, nous plaçons à reconnaître que les abstractions faites par Pierrot dans sa brochure sont parfaitement logiques et scientifiques. Il serait souhaitable que dans le domaine de la philosophie naturelle l'auteur raisonnât toujours ainsi !

Aristide PRATELLE.

COMMUNICATIONS

Nous faisons un pressant appel à tous les camarades dévoués du pays, voulant bien s'occuper de la vente et de la collaboration du journal.

Nous prions nos collaborateurs de nous faire parvenir leur copie aussitôt que possible, samedi matin c'est le dernier délai. Exception est faite pour les communications et convocations qui pourront **CONFÉRENCES.** — Le camarade Georges Thonar se tient à la disposition des camarades qui voudraient organiser des conférences.

AIDONS-NOUS. — Jeune ingénieur ou dessinateur industriel ayant connaissances générales sur diverses industries trouverait occupation dans bureau technique. Ecrire à G. Thonar, bureau du journal.

CAISSE DES BONS BOUCRES. — Afin de venir en aide aux camarades qui sont victimes de leurs opinions, il a été créé une caisse de secours analogue à celle fonctionnant à la « Guerre sociale ».

Pour tous renseignements, s'adresser à G. Schmickrath, en permanence le dimanche de 9 à 12 heures et le jeudi de 7 à 9, en nos bureaux 12-14, rue Joseph-Stevens.

ADMINISTRATION. — Les marchands de journaux sont priés de s'adresser à la maison Dechenne, rue du Persil pour obtenir des exemplaires de notre journal.

Nous adressons des paquets de journaux aux camarades que nous croyons susceptibles d'en vendre dans leur milieu. Nous les prions de nous faire savoir si nous devons continuer l'envoi et s'il faut en modifier le chiffre.

Les marchands de journaux et les camarades qui s'occupent de la vente du « Combat social » nous feraient grand plaisir s'ils pouvaient nous envoyer le montant de leur vente au moins une fois par mois et au plus tard le 28.

CONVOICATIONS

BRUXELLES. — Pour Ferrer. — Lundi 8 avril, jour de Pâques, manifestation de la Libre-Pensée et grande fête de la Jeunesse Laïque en hommage à la mémoire de Francisco Ferrer, le martyr de l'intolérance religieuse. Que tous les librepenseurs soient présents.

BRUXELLES. — Union Syndicale des locataires (ouvriers et employés). — Siège social, 12-14, rue Joseph-Stevens. Permanence : lundi, jeudi et samedi de 7 1/2 à 9 heures du soir et le dimanche de 9 heures à midi.

Jeudi 4 avril, séance extraordinaire. Ordre du jour très important.

Première section (Schaerbeek). — S'adresser au camarade J. Vanderschrik, 234, rue Josephat.

Deuxième section (Saint-Gilles). — S'adresser au camarade Amedée Van Waesbergh, 19, place au Parvis.

Troisième section (Anderlecht). — S'adresser au camarade Melckmans, conseiller communal, rue de la Gaité.

Quatrième section (Forest). — S'adresser au c. Ed. Bonnet, 125, rue Guillaume-Duden.

Cinquième section (Molenbeek). — S'adresser au c. Cam. Fossion, 22, rue Ossegheim.

Sixième section (St-Josse-ten-Noode). — S'adresser au c. L. Vertongen, 57, rue du Cardinal.

Liège. — S'adresser au c. E. De Veylder, 17, rue Haute-Sauvinière.

BRUXELLES. — L'Association typographique de Bruxelles, organise en son local, Grand'Place, 19, les conférences suivantes :

Mercredi 3 avril. — Conférencier : M. Albert Marinus, publiciste à l'Institut de Sociologie. Sujet : « La guerre nous menacera-t-elle toujours ? » (avec projections).

Jeudi 18 avril. — Conférencier : M. A. Lemaire, avocat, professeur à l'Université Nouvelle. Sujet : « Voyage chez les Copères » (avec projections).

Jeudi 25 avril. — Conférencier : M. le docteur Barnich, président de la Fédération des Œuvres sociales. Sujet : « Ce qui a été fait en Angleterre pour les ouvriers. »

BRUXELLES. — Association typographique. Séance générale, jeudi 4 avril, à 9 heures.

Imprimerie populaire, G. Schmickrath,
25, rue Montagne de Sion, Bruxelles.

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE COMBAT SOCIAL

12-14, RUE JOSEPH STEVENS, BRUXELLES

ABONNEMENT : UN AN, fr. 5.00. — SIX MOIS, fr. 3.00. — TROIS MOIS, fr. 2.00.

Le soussigné déclare souscrire à un abonnement de UN AN, SIX MOIS, TROIS MOIS,

Biffer la mention qui ne convient pas.

Nom :

Rue et N° :

Localité :

Remplir ce bulletin et l'expédier à notre administration.